

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DES OPERATIONS IMMOBILIERES
ET DU CONTENTIEUX DE L'ETAT

Bureau des Opérations Immobilières

- A R R E T E -

REÇU LE

PF/GB

24 MAI 1992

D D A S S
Hygiène du Milieu

Le Préfet de l'AIN,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

OBJET : Syndicat intercommunal des eaux du Nord Est de LYON

Autorisation de captage d'eau potable au puits du "Four à Chaux"
situé sur le territoire de la commune de MIRIBEL et extension des
périmètres de protection de ce captage sur la commune de
ST MAURICE-de-BEYNOST - Déclaration d'utilité publique.

Vu le code des communes :

Vu l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales .

Vu les articles L 20 et L 20-1 du code de la santé publique :

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique :

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau :

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution :

Vu le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 portant sanction des infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution :

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990 et le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 :

Vu la délibération en date du 10 juin 1992 par laquelle le comité du Syndicat intercommunal des eaux du Nord Est de LYON a :

- demandé l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de réaliser le projet cité en objet :

- pris l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux :

Vu les pièces du dossier établi à l'appui de cette délibération et comprenant notamment une notice explicative, un rapport géologique, un plan parcellaire figuratif au 1:2.500ème sur lequel figurent les périmètres de protection et les états parcellaires :

.../...

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 octobre 1992 ordonnant sur le territoire des communes de MIRIBEL et ST MAURICE-de-BEYNOST, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération citée en objet pendant une période de 19 jours consécutifs, du 23 novembre 1992 au 11 décembre 1992 inclus ;

Vu les certificats établis par M. le maire de MIRIBEL et Mme le maire de ST MAURICE-de-BEYNOST attestant l'affichage d'un avis d'enquête à compter du 13 novembre 1992 et pendant toute la durée de l'enquête ;

Vu les numéros des 6 et 27 novembre 1992 du journal "LE PROGRES" et ceux des 6 novembre 1992 et 4 décembre 1992 du journal "VOIX DE L'AIN" contenant l'insertion d'un avis d'enquête ;

Vu le registre d'enquête déposé en mairie de MIRIBEL contenant les observations du public ;

Vu le registre d'enquête subsidiaire déposé en mairie de ST MAURICE-de-BEYNOST contenant les observations du public ;

Vu le procès-verbal des opérations et l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 31 décembre 1992 ;

Vu le rapport de synthèse de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 29 septembre 1992 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 11 février 1993 ;

Sur la proposition de M. le secrétaire général de l'AIN ;

- A R R E T E -

Article 1er : Est déclaré d'utilité publique le projet du Syndicat intercommunal des eaux du Nord Est de LYON d'autorisation de captage d'eau potable au puits du "Four à Chaux" situé sur le territoire de la commune de MIRIBEL et extension des périmètres de protection de ce captage sur la commune de ST MAURICE-de-BEYNOST, conformément au plan parcellaire figuratif au 1/2 500ème qui restera annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le Syndicat intercommunal des eaux du Nord Est de LYON est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par ce puits situé sur la commune de MIRIBEL.

Article 3 : Le volume des eaux à prélever par pompages ne pourra excéder 700 m³ heure par jour.

Article 4 : Conformément à l'engagement pris par le Syndicat intercommunal des eaux du Nord Est de LYON dans sa délibération du 10 juin 1992, le syndicat devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 : Il sera établi autour des ouvrages de captages, trois périmètres de protection dont les limites figurent sur le plan parcellaire figuratif au 1/2.500ème qui restera annexé au présent arrêté.

La réglementation particulière concernant chacun de ces périmètres de protection est définie comme suit :

1) Périmètre de protection immédiate :

Cette zone, strictement interdite au public, sera entourée d'une clôture solide et infranchissable.

Toutes activités seront interdites à l'exception des activités de service.

.../...

2) Périmètre de protection rapprochée (sur les communes de MIRIBEL et ST MAURICE-de-BEYNOST) :

Pour l'ensemble de la zone de protection rapprochée :

A l'intérieur de ce périmètre seront interdits :

- le fonçage de puits, les puits d'infiltration, l'exploitation de carrières, l'ouverture et le remblaiement des excavations à ciel ouvert,
- le rejet dans le sol des huiles et lubrifiants,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et, de façon générale, tous dépôts de matières dangereuses susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et d'eaux usées domestiques,
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et gazeux, de produits chimiques,
- la construction de porcheries, étables, bergeries ou de tout autre local habité par des animaux et, de même, les dépôts de fumier, les fosses à purin, les dépôts de matières fermentescibles,
- les terrains de camping et les cimetières,
- toutes activités et tout fait susceptibles d'être à l'origine de pollution de la nappe phréatique.

Les pratiques culturales devront limiter la pollution des eaux souterraines (choix des dates d'épandage, doses limitées aux seuls besoins de plantes).

Pour l'ensemble de la zone au sud de la voie de la LONE et à l'est des captages :

Seront interdites :

- les constructions à usage d'habitation,
- les constructions artisanales et industrielles.

Cette zone de protection rapprochée sera classée en zone ND.

Pour l'ensemble de la zone au nord de la voie de la LONE et à l'ouest des captages :

- les constructions à usage d'habitation seront autorisées sous réserve du raccordement au réseau d'assainissement étanche.

3) Périmètre de protection éloignée (sur les communes de MIRIBEL et ST MAURICE-de-BEYNOST) :

- les constructions devront être branchées au réseau d'assainissement.

Seront interdits :

- les carrières, les rejets d'huiles, lubrifiants et détergents, les décharges d'ordures.

Article 6 : Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Elles seront traitées par chloration.

Article 7 : Le Syndicat intercommunal des eaux du Nord Est de LYON est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des travaux tels qu'ils figurent au plan parcellaire figuratif au 1/2.500ème annexé au présent arrêté.

Article 8 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

.../...

Article 9 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 10 : Le présent arrêté sera, par les soins de M. le président du Syndicat intercommunal des eaux du Nord Est de LYON :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part, publié à la conservation des hypothèques de TREVoux.

Il devra également être annexé par chacun des maires concernés au plan d'occupation des sols de leur commune conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Article 11 : - M. le secrétaire général de l'AIN,
- M. le président du Syndicat intercommunal des eaux du Nord Est de LYON,
- M. le maire de MIRIBEL,
- Mme le maire de ST MAURICE-de-BEYNOST.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'AIN et ampliation adressée à :

- M. le commissaire-enquêteur,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur des services fiscaux à BOURG-en-BRESSE.

BOURG-en-BRESSE, le 18 MAI 1993

Le préfet.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-Claude REY

Pour Ampliation
Le Chef de Bureau,

